

La Presse

 . La Presse. 1837-12-29.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

Paris, 28 décembre.

Où certes, nous prenons l'alarme, à tous les avantages que l'on donne ou qu'on laisse prendre aux hommes de la gauche, parce que les feuilles qui savent le secret de ces hommes en disent assez pour justifier nos frayeurs ; parce qu'elles annoncent tout ce que nous avons redouté, parce qu'elles forment tout ce que nous avons pressenti, parce que loin de nous laisser aucun scrupule sur le fondement réel de nos craintes, elles nous montrent au contraire que nous les avons plutôt amoindries qu'exagérées.

Qu'avons-nous jamais dit, en effet, de plus formel et de plus précis que ce témoignage du *Courrier français* :

« Le ministère a besoin, pour vivre, de la tolérance de tout le monde ; on ne l'attaquera pas. Aucun homme d'état sérieux ne consentirait à lui succéder aux mêmes conditions auxquelles il tient le gouvernement. On ne veut pas renverser le ministère, sans avoir modifié les conditions actuelles du pouvoir. »

Qu'attend maintenant l'opposition du centre gauche ? Une seule chose, mais un point capital : la réalité du gouvernement représentatif. Eh bien ! l'intérêt du centre gauche, exclus une première fois des affaires par la volonté royale, n'est-il pas de n'y rentrer qu'avec l'appui et au nom d'une majorité qui ne se contenterait pas de régner et qui voudrait aussi gouverner ?

Ainsi, les amis de M. Thiers, et ceux qui, sans être ses amis, consentent à accepter son administration comme un chemin pour arriver à leur but, lui tracent nettement son programme ; il faut, en arrivant au ministère, qu'il change les conditions actuelles du pouvoir ; qu'il établisse la réalité du gouvernement représentatif ; enfin, et ceci est inintelligible à force d'être clair, qu'il ne se contente pas de régner, et qu'il veuille aussi gouverner.

Les conditions actuelles du pouvoir sont l'harmonie entre le cabinet et la royauté ; ces conditions changées, ce serait, sans aucun doute, une royauté sourde, muette et paralytique, et un ministère voyant, parlant et agissant ; les conditions nouvelles du pouvoir, selon les journaux précurseurs de M. Thiers, ce serait donc une couronne pour neuf têtes.

Lise qui pourra de sang-froid un pareil programme ; nous autres, nous le signalerons toujours à ceux qui aiment leur pays, comme un programme de désordre ; nous leur dirons qu'il n'y a pas seulement en France une démocratie à satisfaire, mais qu'il y a aussi une monarchie à maintenir, et que de même qu'il serait imprudent de s'en rapporter à la royauté du soin des libertés publiques, il ne serait pas moins imprudent de mettre la monarchie à la discrétion d'une majorité de cabinet ; qu'en Angleterre, où la royauté est quelque chose de si profondément enraciné dans les mœurs, quelque chose de si respectable et de si auguste, que les libéraux les plus exaltés de ce pays s'agenouillaient devant elle, on comprend sans peine qu'elle se tienne dans la sérénité et dans la quiétude où le culte du peuple la place, et qu'elle regarde en paix et pour ainsi dire au-dessous d'elle se livrer les batailles ministérielles : on est toujours sûr, quoi qu'il arrive, qu'elle sera la maîtresse et l'idole du vainqueur ; mais aujourd'hui, en France, la royauté est précisément l'objet dissimulé de toute lutte, le but caché de tout effort ; sur trois partis qui siègent aux chambres, deux sont hostiles à la royauté, l'un parce qu'il ne veut pas celle-là, l'autre parce qu'il n'en veut aucune ; il s'agit donc incessamment de la royauté, au fond de toutes nos discussions, au fond de toutes nos querelles, au fond de tous nos malheurs ; les journaux la minent, les législateurs la contrôlent, les poignards la cherchent ; et l'on voudrait qu'au milieu de ce débat, elle restât indifférente ou se montrât oublieuse ; on voudrait qu'elle dormît pendant la tempête, réveillée par avance à se réveiller au port ou au fond des eaux ; on voudrait qu'elle écoutât, qu'elle se tût et qu'elle attendît ? — S'il en agissait de celle, elle serait capable de cette résignation et de ce courage ; mais il s'agit aussi de la France, dont le sort est inséparable du sort de la monarchie, et Dieu lui ordonne de s'en préoccuper ; un ministre, quel qu'il soit, ne peut jamais se taire au point de vue d'un roi ; il faut donc qu'un roi constitutionnel intervienne dans la mesure des intérêts qui sont personnifiés en lui, sans quoi le gouvernement représentatif ne représenterait pas l'un de ses éléments, la monarchie.

Nous trouvons donc naturelles, justes et légitimes les conditions actuelles du pouvoir, conditions qui supposent l'accord entre le ministère et la royauté, et qui donnent à celle-ci l'influence calme et féconde de la discussion et du conseil, pour lui épargner l'influence broquée et dangereuse du veto. Nous aimons mieux que le roi contrarie un ministre pour l'empêcher de faire une faute, que s'il le cassait pour l'avoir commise. Nous ne voulons pas que le ministre soit un commis ; mais nous voulons encore moins que le roi soit un mannequin.

Le changement des conditions actuelles du pouvoir que demande le *Courrier français*, au nom des hommes de la gauche, serait un grand malheur ; la réalité du gouvernement représentatif, telle qu'il l' imagine, serait une absurdité.

Les hommes ne sont ni des chiffres, ni des triangles ; leurs rapports ne peuvent donc jamais être réglés sur une base de raisonnements géométriques, mais sur une base de mutuelles concessions. La réalité du gouvernement représentatif, autrement comprise, est impossible. Quand la chambre va au scrutin et prend une décision, l'opinion de ceux qui ont déposé dans l'urne une boule noire est non avenue, et par conséquent ils ne sont pas représentés dans la décision prise. Le gouvernement représentatif est un régime de fiction dans les mots et de concessions dans les choses.

Cela est vrai surtout en France, où le gouvernement représentatif n'est pas né de lui-même, mais où il a été introduit artificiellement et tout d'une pièce. En Angleterre, il n'y a pas de charte ; il y a mieux, il y a des usages, des habitudes, des précédents, des mœurs. L'Angleterre a une chambre des communes, mais aussi elle a des villes communales ; l'Angleterre a une chambre des lords, mais aussi elle a des lords. Nous, nous avons une chambre des pairs, et pas de pairs ; une chambre des communes, et pas de communes, dans le sens anglais et historique du mot.

En Angleterre, le gouvernement représentatif s'est formé lentement, pièce à pièce ; on y croit donc, comme à une chose qu'on n'a pas faite. Aucune maxime, aucune règle qui n'y soit vraie, parce que les maximes et les règles n'y sont venues qu'avec les faits dont elles étaient l'expression.

En France, on a importé un beau jour le cadre du gouvernement représentatif, et on l'a établi dans toute sa plénitude, dans tous ses détails, à peu près tel qu'il se trouvait en Angleterre ; mais ce cadre était en Angleterre le produit des mœurs, tandis qu'en France les mœurs ont été forcées de s'accommoder de ce cadre ; et comme deux peuples ne se ressemblent jamais exactement, il y a une foule d'axiomes politiques qui sont vrais dans le régime représentatif de l'Angleterre, et qui sont faux dans le nôtre.

Le gouvernement représentatif de la France n'a donc pas le tempérament de celui de l'Angleterre ; celui-ci vit et prospère dans des conditions où le nôtre périrait. Par exemple, notre régime représentatif ne pourrait pas résister six mois à des élections qui seraient faites dans le genre des élections anglaises. Il en est de même de la royauté : la royauté anglaise se tient dans une haute région de calme, de repos, on pourrait presque dire d'insouciance ; la nôtre serait emportée par l'ouragan populaire, si elle ne lutait incessamment contre lui. En France, les rois sains ne durent pas.

Ce serait donc le signe infaillible d'un grand désordre, que l'arrivée d'un ministère qui aurait la prétention de réaliser le gouvernement représentatif dans toute la rigueur littérale du programme anglais. Le jour où M. Barrot et M. Thiers s'habilleraient avec des robes du moyen-âge, et iroient en bicoquet de velours faire une procession au-devant du roi, comme les membres du conseil municipal de Londres le font pour leur jeune reine ces jours-là, ils pourraient satisfaire sans danger aux désirs du *Courrier français*.

Du reste, est-ce donc à dire que le gouvernement représentatif, dont M. Thiers a été pendant long-temps l'habile ministre, était un mensonge ? M. Thiers peut souhaiter des années de ministère plus longues ; nous lui en souhaitons d'aussi honorables.

Reste enfin la dernière moitié du programme que le *Courrier français* prête aux hommes de la gauche ; mais à vrai dire, il nous paraît si étrange et si extravagant, que pour cette fois nous aurions honte d'en avoir peur. Comment donc y aurait-il un ministère qui ne se contenterait pas de régner et qui voudrait aussi gouverner ? Nous croyions qu'il n'y avait que le roi qui régnait, et les hommes de la gauche nous ont toujours paru trop franchement républicains, pour être désireux de faire souche royale. Il est probable que la plume aura tournée dans la main du rédacteur à qui nous devons des révélations si curieuses, et qu'il voulait plutôt dire que le ministère amené par la gauche ne se contenterait pas de gouverner, et qu'il voudrait aussi régner. C'est aussi notre pensée ; mais s'il est vrai que la France ne veut plus de rois par la grâce de Dieu, il est douteux qu'elle en veuille par la grâce de l'intrigue.

On nous trouvera toujours prêts à reconnaître le bien partout où il se peut trouver ; cette fois, M. Dupin, dans son discours d'usage, s'est enfin montré docile aux justes représentations qui lui ont été faites : son allocution de ce jour n'est pas un discours du roi au petit pied, ainsi que fut considérée comme telle, par tout le monde, celle qu'il adressa en novembre dernier à ses électeurs de la Nièvre ; elle ne tranche pas de la mercuriale ; elle est ferme dans les sentimens qu'elle exprime et sans ambiguïté dans ses termes. Nous acceptons comme sérieuse et sincère de sa part, la devise « maintenir et contenir », empruntée par M. Dupin à la réunion Harumann, et qu'il souhaite à la chambre ; toutes les fois que M. Dupin ne fera que des bons mots de cette sorte, nous serons toujours fort empressés de les recueillir et de les louer.

Quelques interpellations ont été adressées aujourd'hui à M. Dupin à propos du costume dont il est parlé chaque année au renouvellement des sessions, parce qu'une bonne fois pour toutes on n'en veut pas finir avec lui par une proposition spéciale qui serait rejetée ou admise.

- Une voix au centre droit : Faudra-t-il être en costume ?
- M. LE PRÉSIDENT : Oui, certainement. (Vives réclamations à gauche.)
- M. HAVIN : Le costume n'est pas dans le règlement.
- M. LE PRÉSIDENT : En vertu du principe même de liberté que vous invoquez, permettez à ceux qui ont des costumes de les porter.

Nous en demandons très-humblement pardon à M. le président de la chambre des députés. Mais nous différons avec lui d'opinion sur la manière d'entendre la liberté.

Telle que nous comprenons, la liberté serait la suppression de tout arbitraire ; cette liberté est la seule qui puisse fonder un ordre de choses durable et fécond ; la liberté, selon M. Dupin, ne serait que la faculté pour chacun de faire ce qui lui plairait. C'est avec cette liberté-là qu'on détruit plus de gouvernemens qu'on n'en a fondés, et qu'on perpétue les révolutions.

On assurait aujourd'hui que le costume des députés serait l'objet d'une proposition spéciale de la part de l'honorable M. Ledéan (du Morbihan).

Plusieurs journaux ont présenté le relevé des suffrages obtenus par M. Dupin pour la présidence, en 1832-33-34-35-36 et 37. On a eu l'idée de comparer ces différens nombres à celui des suffrages qu'il vient d'obtenir pour le même objet, et l'on s'est demandé combien de suffrages il eût réunis dans chacune des années dont l'indication vient d'avoir lieu, si les dispositions de ses collègues étant les mêmes, le nombre de votans eût été de trois cent quarante-huit. Le calcul a donné les résultats suivans :

En 1832, il eût obtenu 296 voix ; en 1833, 263 ; en 1834, 256 ; en 1835, 267 ; en 1836, 205 ; en 1837, 213.

Ce dernier nombre est justement le même que celui qu'il vient d'obtenir pour la session de 1838. On voit qu'il est fort éloigné de ceux qui correspondent aux années 1832, 1833, 1834 et 1835.

Présidence de la chambre des députés depuis 1830.					
NOMS.	ÉPOQ. DES NOMIN.	VOTANS.	SUFFRAG.	MINISTÈRES.	
Casimir Périer.	5 août 1830.	218	174	Guizot.	
Id.	11 novemb. 1830.	271	180	Laflotte.	
Girard (de l'Ain).	1831.	358	181	Casimir Périer.	
Dupin.	1832.	376	234	Id.	
Id.	1833.	292	221	Soult.	
Id.	1834.	299	228	Id.	
Id.	1835.	321	247	Broglie.	
Id.	1836.	278	164	Thiers.	
Id.	1837.	307	183	Molé.	
Id.	1838.	348	215	Id.	

Chronique.

Aujourd'hui, S. M. a travaillé avec M. le ministre de la justice.

— Le roi a reçu, avec une lettre particulière de Sa Sainteté, la réponse du Saint-Père à la notification du mariage de S. A. R. M^{me} la princesse Marie d'Orléans avec S. A. R. le prince Alexandre de Wurtemberg.

Ces lettres ont été remises à S. M. en audience particulière, par Mgr Garibaldi, intermédiaire apostolique.

— Le roi a reçu en audience particulière M. Merminod, député de l'arrondissement du Havre, et la commission des délégués de cette ville, chargée de solliciter auprès du gouvernement l'établissement d'un chemin de fer entre Paris et le Havre.

— Le duc et la duchesse Alexandre de Wurtemberg sont de retour de Stuttgart à Cobourg. Le 14, un bal masqué a eu lieu dans les vastes salons du château, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du prince.

— M. le comte de Montalivet est retenu dans son lit par une grave attaque de goutte.

— Le roi de Suède est légèrement indisposé. Le 7 décembre, les réviseurs nommés par les états ont prononcé la clôture de leurs conférences et sont allés prendre congé du prince royal ; le roi n'a pu les recevoir, vu son indisposition.

— M. le comte Reinhard, pair de France, conseiller d'état en service extraordinaire, ancien ministre plénipotentiaire, grand-croix de l'ordre de la Légion d'Honneur, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques et du consistoire de la confession d'Augsbourg, est mort hier à Paris, à l'âge de soixante-seize ans.

— On lit dans le *Journal des Pyrénées-Orientales* : « L'arrivée du général Bugeaud à Perpignan a eu lieu le 17 du courant, et il paraît qu'en suite de la cédule qui lui avait été notifiée à son débarquement à Perpignan, il fut obligé de se rendre auprès du rapporteur du conseil de guerre. La déposition de M. le général Bugeaud et celle de ses aides-de-camp ont dû être bien développées, puisque, d'après les on-dit, elles ont duré près de douze heures. D'après les renseignemens qui nous sont parvenus, il est presque certain que cette affaire ne traitera pas en longueur autant qu'on paraissait le croire, puisqu'il est assuré que les principaux témoins, que l'on désigne sous le nom de Dallégro, officier de spahis d'Abdel-Kader, et de Ben-Arach (principal dignitaire de l'émir), viennent en France pour accompagner les présens qu'Abdel-Kader envoie au roi des Français. On dit même qu'un sieur Pouig, aussi témoin dans cette affaire, doit arriver à Perpignan pour une affaire personnelle. »

— Il paraît certain, dit la *Gazette d'Augsbourg*, que des réclamations ont été adressées au cabinet des Tuileries non-seulement au sujet d'Alger, que la France prétend garder à tout prix, comme le dit hautement à Constantinople l'amiral Roussin, mais aussi à raison de la conduite de l'amiral français devant Tunis ; et qu'en même temps l'ordre a été donné d'armer la flotte turque pour qu'elle puisse prendre la mer au premier signal.

— Le journal carliste la *Correspondance d'Espagne*, qu'on publiait à Bayonne, a cessé de paraître.

— On lit dans le *Courrier de Bordeaux* du 25 : « On assure que le général Espartaco est parti pour Madrid, laissant le commandement, par intérim, au général Latre. »

— Une lettre de Madrid, du 18, contient ce qui suit : « Lors de la mort de Ferdinand, en 1833, M. le comte d'Ofalia était chargé du ministère de l'intérieur. Comme il se trouvait désigné dans le testament du roi pour remplir les fonctions de secrétaire du conseil de régence de sa fille, M. d'Ofalia (attendu l'incompatibilité) cessa de faire partie du cabinet de Zea Bermudez. »

« Maintenant, par l'acceptation de M. d'Ofalia à la présidence du conseil, la place de secrétaire de la régence demeure vacante, et M. Zea Bermudez, qui fut nommé par Ferdinand VII secrétaire suppléant, viendrait, dit-on, d'être rappelé en Espagne par ordre de la reine. »

« On dit aussi que le général Cruz serait invité à venir à Madrid au plus tôt, ainsi que le marquis de las Amarillas, pour aider, chacun dans son poste, l'administration de S. M. Ces deux généraux se trouvent actuellement en France. »

— On lit dans le *Globe* du 26 septembre : « Nous n'avons pas encore reçu de lettres particulières du Canada ou des États-Unis ; nous les attendons aujourd'hui par le courrier de midi. Tout ce qu'on a appris de nouveau sur le Canada, c'est le retour du colonel Wetherall à Montréal ; cette nouvelle ne nous apprend rien sur la force et les manœuvres des rebelles. »

« Les journaux de New-York transmettent des nouvelles de Montréal jusqu'au 4 décembre. D'après ces nouvelles, les Canadiens rassemblaient de nouveau des forces considérables au Grand-Brûlé, où le colonel Wetherall devait se porter immédiatement. Le gouvernement faisait de son côté de grands préparatifs pour étouffer l'insurrection. »

BANQUE DE FRANCE. — La Banque de France délivrera, à partir du 2 janvier prochain, des billets à ordre payables à vue, et transmissibles par la voie de l'endossement, pour toutes sommes, en coupures depuis 500 fr. jusqu'à 20,000 fr.

Le désir de procurer aux voyageurs du papier sur Paris négociable au-dehors, et de faciliter la circulation des fonds d'une place à une autre, a déterminé la Banque à adopter cette mesure.

S'adresser à la caisse des recettes.

Le secrétaire du gouvernement de la Banque.
GARAT.

AVIS. — Le lieutenant-général, pair de France, commandant la 1^{re} division militaire, invite MM. les officiers de toutes armes en congé ou en permission à Paris et dans le département de la Seine, à se présenter immédiatement à l'état-major-général, rue de Lille, n. 1, bureau des routes, de dix heures à trois heures. Le présent avis tiendra lieu de notification.

Constantine. — On écrit de Bone, le 6 décembre : « Le maire de Bone vient de recevoir une lettre du maréchal-de-camp Négrier qui commande à Constantine, dans laquelle il le prie d'inviter les personnes qui avaient l'intention d'aller s'y établir de renoncer à leurs projets. Il lui annonce qu'il va donner des ordres pour que celles qui s'y trouvent actuellement aient à l'évacuer au prochain convoi qu'il va expédier à Bone. Il dit dans cette lettre qu'il sera ultérieurement donné avis de l'époque où l'on pourra aller y former des établissemens. »

« Aujourd'hui 6 décembre, un convoi de cent cinquante mulets chargés de vivres et d'effets pour le 25^e de ligne se met en marche, escorté par un escadron de spahis. Le 5 décembre, le bateau à vapeur l'*Achéron* nous a apporté quatre sœurs de Saint-Paul, qui vont diriger l'éducation des jeunes demoiselles et soigner les malades dans les hôpitaux. La supérieure qui les a accompagnées est art pour Alger, sa résidence, le 7 décembre, sur le même bateau à vapeur, avec le colonel Lamoricière, qui va passer quelques jours en France. Quatorze officiers vont aussi à Bougie sur le même paquebot. »

« Le commandant des tirailleurs d'Afrique et un capitaine des zouaves sont punis d'un mois de Cassaba pour avoir manqué d'égards envers M. le maire. Deux officiers des chasseurs d'Afrique ont été mis aux arrêts forcés pour quinze jours, accusés du même fait. Le bataillon des zouaves qui avait été retiré de Bougie pour l'expédition de Constantine s'embarque aujourd'hui sur l'*Achéron* pour y retourner. »

Espagne. — On écrit de la frontière : « Une lettre particulière de Saragosse, du 23 décembre, porte que Cabrera, avec 6,000 fantassins, s'est montré le 20 au soir sur le territoire de Huesca, et que le 21 au matin il attaquait les faubourgs de Saragosse. Les habitants de cette ville ont déployé la même énergie qu'en 1808 ; tous, hommes, femmes, enfans, vieillards, ont pris les armes ; le commandant Abecia a utilisé avec habileté les moyens de défense qui étaient à sa disposition. Le 22 au matin, on disait que Cabrera se dirigeait sur le bourg d'Osma, où l'on assure que don Carlos doit le rejoindre. Saragosse n'en était pas moins sur ses gardes. »

« Le *Diario constitucional* de Saragosse, du 22, confirme ce que rapporte cette lettre relativement à l'attitude de la population. L'ennemi était encore le 21 à Fuentes : 2 bataillons et 2 escadrons de cavalerie carliste étaient déjà partis de cette ville le même jour, se dirigeant vers

Quinto : le reste se préparait aussi à se mettre en marche, mais on ne savait pas dans quelle direction.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE. — Bayonne 23 décembre. — Le 19, don Carlos a passé en revue douze bataillons et deux cents chevaux destinés à l'expédition de Castille. Cabrera s'est avancé le 20 près de Saragosse, et s'est retiré le 22 sans attaquer. Espartaco se disposait, le 16, à marcher sur Vittoria, pour être en mesure contre l'expédition, qui paraît devoir s'avancer par les Incartaciones. Zurbano et le brigadier Aspíroz avaient fait la veille chacun cent prisonniers.

Belgique. — On lit dans l'*Indépendant* de Bruxelles, du 26 : « Le *Journal d'Arlon*, du 23 décembre, qui nous parvient aujourd'hui, dément, par l'insertion de la lettre suivante, tous les bruits qu'il avait accueillis dans son précédent numéro sur l'affaire de Grunewald.

« Eich, le 21 décembre 1857.
« M. le rédacteur du *Journal d'Arlon*,
« Venant de parcourir tous les coins et recoins de la forêt de Grunewald, je vous autorise à informer le public que les beaux fruits qu'elle offre sont encore intacts à l'heure qu'il est, et que ni Hollandais, ni Prussien, ni Russe n'y ont encore mis le pied depuis environ quinze jours, afin de mettre à exécution le projet de l'exploiter.
« L'inspecteur des forêts, ERPELDING. »

Hanovre. — *Goslingue*, 21 décembre. — On dit que S. M. s'est exprimée ainsi qu'il suit : « Attendu que les bourgeois de Goslingue se sont montrés aussi calmes que loyaux durant les derniers événements, j'ai l'intention d'appeler, à l'université de cette ville, des professeurs beaucoup plus célèbres que les sept qui ont protesté, et je les comblerai de richesses. » Voilà du moins ce qu'assurent des personnes distinguées à tous ceux qui veulent l'entendre. On cite même plusieurs noms divers, comme cela se pratique en France, au moment des crises ministérielles. On parle de Leo, de Ranke, tous deux de Berlin; de Wachsmuth, de Leipzig; d'Hengstenberg, de Berlin; d'Iacke, de Vienne, etc. On serait cependant fort embarrassé de nommer un homme qui pût avoir avoir quelque droit de remplacer Jacob Grimm. D'un autre côté, on dit que le roi veut faire des économies, et qu'il avait déjà fait réduire les traitements des sept professeurs, ce qui aurait été l'une des causes des troubles. L'étudiant qui a été blessé grièvement à la tête, et dont la vie avait été en danger plusieurs jours, commence à se rétablir.

Les amis des professeurs ont appris avec le plus vif regret que les autorités de Carrell leur avaient signifié l'ordre de quitter cette ville dans le délai d'une heure. Dahlmann a cherché d'abord un asile à Leipzig, et Gervinus s'est rendu à Darmstadt, sa ville natale. Il doit partir ensuite pour l'Italie. La femme et les enfants de Dahlmann sont encore ici.

Etats-Unis. — Le message du président des Etats-Unis, à l'ouverture du congrès, le 3 décembre, est arrivé en Angleterre par le paquebot l'*Independence*. Le président persiste dans ses vues sur les banques; il ajoute cependant que si une majorité du congrès voit le bien public sous un autre jour, et spécialement si le congrès est persuadé que les mesures proposées ne sont pas agréables au peuple, il laissera à la sagesse du congrès de substituer telle autre mesure plus concluante et plus avantageuse.

Nous nous bornons à reproduire la partie de ce message qui traite des relations extérieures des Etats-Unis. Le passage relatif à la démarcation des frontières du nord-est de l'Union avec les possessions de l'Angleterre acquiert un intérêt plus grand au moment où une guerre civile vient d'éclater sur quelques points du territoire britannique.

L'état de nos relations étrangères n'a pas changé depuis le dernier message annuel de mon prédécesseur. Nous sommes toujours en paix avec toutes les nations; et quant à moi, je ne négligerai aucun effort compatible avec le maintien de nos droits et l'honneur du pays, pour conserver une attitude en harmonie avec nos institutions. Nous avons fidèlement suivi le système de diplomatie étrangère avec lequel, sous la direction de leur premier président, les Etats-Unis s'étaient posés dans la famille des nations : ce système consiste à régler les relations avec les autres puissances, d'après les principes approuvés de la vie privée. Il consiste à demander et à donner des droits égaux et des privilèges identiques; à rendre et à demander justice dans tous les cas; à présenter les prétentions et à discuter celles des autres avec candeur, droiture et sincérité; à en appeler toujours à la raison sans jamais céder à la force, ni chercher par son emploi à acquiescer des avantages nouveaux.

Une rigoureuse adhésion à cette politique a évité à ce gouvernement toutes récriminations à l'occasion d'abus de pouvoir. Mon prédécesseur avait réglé la question la plus importante et la plus inquiétante, soulevée par les plaintes qu'avait à former le gouvernement des Etats-Unis contre des puissances étrangères, pour attaques contre nos concitoyens. Indépendamment des avantages conférés à nos concitoyens par la réintégration entre les mains de la communauté mercantile, de tant de millions dont elle avait été injustement privée, il a été rendu un immense service au pays par la solution satisfaisante de tant de griefs anciens et irritants; et ce n'est pas pour l'administration de mon prédécesseur une gloire médiocre que d'avoir atteint ce but sans compromettre et l'honneur et la paix de la nation.

Il ne s'est élevé aucun sujet de difficulté avec les puissances européennes : les difficultés existantes, et dont la solution se fait attendre, ne présentent pas un plus défavorable aspect pour la conservation à venir de la bonne intelligence, que notre vœu le plus cher à toujours été de cultiver.

Parmi les questions en instance, la plus importante est celle entamée avec le gouvernement anglais à l'égard de nos frontières Nord-Est. Nous devons, à titre de citoyens des Etats-Unis, voir avec un sincère et profond regret l'impuissance des efforts faits jusqu'ici par l'autorité exécutive depuis plus d'un demi-siècle, pour terminer ce qu'aucune nation n'aurait dû laisser si long-temps en litige, la ligne frontière qui sépare son territoire étranger. La nature des établissements sur les frontières des Etats-Unis et sur le sol voisin a été telle pendant quelque temps, que ce règlement n'était peut-être pas indispensable pour le fidèle accomplissement des devoirs du gouvernement fédéral; mais le temps a changé la face des affaires, et aujourd'hui l'intérêt respectif des deux pays exige que cette question soit enfin résolue. Il ne faut pas se dissimuler que malgré la confiance souvent exprimée dans le désir du gouvernement anglais de terminer l'affaire, nous sommes en apparence aussi éloignés de la conclusion qu'à l'époque de la signature du traité de paix en 1783.

L'unique résultat de longues négociations entamées et d'un arbitrage inquiet, paraît être la conviction de ce gouvernement (anglais), qu'il faut adopter une ligne conventionnelle, dans l'impossibilité où l'on se trouve de vérifier la véritable ligne, conformément à l'indication consignée dans le traité.

Sans partager cette opinion, que l'on ne croit pas bien fondée, mon prédécesseur a donné la preuve la plus éclatante du désir des Etats-Unis de terminer d'une manière satisfaisante cette discussion, en proposant la substitution d'une ligne conventionnelle avec l'agrément des Etats intéressés. L'attention du gouvernement anglais a été appelée sur cette matière, et sa réponse, je l'espère, ne se fera pas attendre beaucoup plus. Les relations générales entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont de la nature la plus amicale, et je suis content de la disposition saine de ce gouvernement, décidé à les maintenir sur le même pied. Cette disposition s'est, j'en suis convaincu, généralisée plus que jamais dans les rangs du peuple anglais. Il serait presque superflu de vous dire que le gouvernement et le peuple des Etats-Unis répondent cordialement à ces dispositions. La conviction, nécessairement partagée par tous, des fâcheuses conséquences de la prolongation de ces débats irritants, et la certitude que la solution ne saurait se faire attendre, amèneront sans doute un prompt et heureux arrangement. Dans votre dernière session, je vous ai soumis les communications récentes entre les deux gouvernements, et entre le gouvernement et l'état du Maine, à la sollicitude duquel s'associent toutes les parties de l'Union quand il s'agit d'une question si intéressante.

Les sentiments produits par une interruption temporaire des relations d'harmonie entre la France et les Etats-Unis, dues autant aux souvenirs des temps passés qu'à une exacte appréciation des intérêts existants, ont été heureusement remplacés par une disposition cordiale des deux pays à cultiver une amitié mutuelle. L'opinion certainement exacte et accueillie par nous avec empressement, que les relations commerciales des deux pays sont susceptibles de recevoir de grandes et réciproques améliorations, cette opinion s'accrédite en France, et je suis sûr de la tendance de notre gouvernement à secourir l'accomplissement de ce vœu. Nous répondrons comme il convient à cette tendance : les questions peu nombreuses et sans importance com-

parative qui doivent être réglées ultérieurement entre nous, le seront, je n'en doute pas, avec satisfaction entière et sans difficulté.

Des sentiments de bienveillance continuent à régner entre la Russie et les Etats-Unis. Notre ministre, récemment accrédité près cette cour, a été reçu avec franchise et cordialité; on lui a témoigné, pour sa patrie, des sentiments affectueux qui ne laissent aucun doute sur la conservation à l'avenir des relations très-amicales et libérales depuis si long-temps établies et continuées sans interruption entre les deux pays. On prévoit, avec confiance, une juste décision sur quelques sujets de discussion qui nous divisent encore.

Il a été ouvert une correspondance avec le gouvernement d'Autriche pour l'établissement de relations diplomatiques, conformément aux vœux du congrès énoncés dans l'acte d'appropriation de la session de 1837, et aux arrangements spéciaux qui seront dûment exécutés.

Nos relations politiques avec l'Autriche et la Prusse, et avec les états de l'empire d'Allemagne composant maintenant avec ces derniers l'alliance commerciale, sont de la nature la plus amicale, tandis que nos rapports commerciaux s'étendent par degrés avec avantage pour tous les intéressés.

La guerre civile sévit encore en Espagne; elle est une source de souffrances pour le peuple espagnol, et d'embarras et de regrets pour les autres nations. Nos concitoyens qui ont des droits à faire valoir contre ce pays seront lésés momentanément par la pénurie du trésor, conséquences inévitables des guerres intérieures qui épuisent toutes les ressources d'un pays. Le dernier dividende de l'intérêt dû, d'après les conventions avec la reine d'Espagne, n'a pas été payé. On peut s'attendre encore à de semblables mécomptes, jusqu'à ce qu'une partie des ressources nationales puisse être consacrée à l'extinction de la dette étrangère espagnole.

Ayant reçu la preuve que des droits spéciaux de tonnage étaient imposés sur les bâtiments des Etats-Unis dans le Portugal, il a été publié le 14 octobre dernier, conformément à l'acte du 25 mai 1832, une proclamation pour déclarer ce fait, et les droits sur le tonnage étranger, levés sur les navires portugais dans les Etats-Unis, avant l'adoption de cet acte, sont remis en vigueur. L'acte du 4 juillet 1836, suspendant les droits spéciaux sur les produits du Portugal importés ici à bord de vaisseaux portugais, a été adopté, sur la demande de ce gouvernement, par l'intermédiaire de son représentant, d'après l'opinion qu'il n'existait pas en Portugal de distinction semblable au préjudice des Etats-Unis. Je regrette d'annoncer que ces droits sont maintenant exigés en Portugal sur les cargaisons des bâtiments américains. L'acte en question ne conférant aucun pouvoir à l'autorité exécutive, c'est au congrès à décider de l'opportunité d'une plus ample législation à cet égard. Il a été fait une remontrance convenable contre les distinctions qui grevaient les navires de ce pays et leurs cargaisons, et il a été notifié au gouvernement portugais que faute par lui de les discontinuer, les Etats-Unis seraient forcés d'adopter des mesures de représailles.

La réponse de ce gouvernement, transmise au département d'Etat par notre chargé d'affaires à Lisbonne, au mois de septembre dernier, n'a pas permis d'espérer l'abandon d'un système si peu en harmonie avec le traitement que rencontrent dans nos ports et les navires portugais et leurs cargaisons, et si contraire à l'attente que nous étions en droit de concevoir.

Des relations amicales ont été conservées sans interruption avec la Hollande, la Suède, le Danemark, Naples et la Belgique.

La paix et la bienveillance sont cultivées avec soin, vis-à-vis du gouvernement de la Porte-Ottomane et de ses dépendances sur les côtes de la Méditerranée; elles ont été entretenues par les bons offices compatibles avec la distance respective et la situation des deux pays.

Notre commerce avec la Grèce est régi par les lois des deux pays, également avantageuses à la navigation de l'une et de l'autre; et j'ai lieu de croire à l'adoption d'autres mesures dont les avantages seront permanents.

Des copies des traités conclus avec les gouvernements de Siam et de Muscat, sont soumises à l'examen du congrès. Les rectifications ont été reçues et les traités rendus publics depuis la clôture de la dernière session. Déjà nous avons lieu de nous féliciter des espérances conçues par de larges avantages commerciaux, et nous avons reçu du sultan de Muscat des preuves empreintes de son désir de cultiver les sentiments les plus amicaux, par des actes tellement généreux à l'égard de nos bâtiments, que nous lui devons un sincère remerciement.

Notre commerce avec les îles de Cuba et de Porto-Rico est toujours soumis à de lourdes restrictions dont la continuation est un sujet de regret. L'unique résultat d'une adhésion à ces dispositions restrictives sera d'avantager la navigation des autres pays au dépens de celle des Etats-Unis et de l'Espagne.

Les nations indépendantes de ce continent, depuis qu'elles se sont affranchies des entraves coloniales, ont passé par de rudes épreuves dans leur marche à l'établissement permanent d'institutions politiques libérales : leur position non définitive, non-seulement arrête leur essor vers la prospérité, mais elle a même souvent fait du tort à d'autres puissances. Les réclamations de nos concitoyens contre le Pérou, le Chili, le Brésil, la république Argentine, les gouvernements sortis des républiques de Colombie et de Mexico sont encore en litige, bien que la plupart aient été soumises à l'examen depuis plus de vingt ans. La Nouvelle-Grenade, Venezuela et l'Equateur ont récemment formé une convention dans le but de vérifier et de régler les réclamations contre la république de Colombie. Il faut espérer que, grâce à cette combinaison, nos citoyens seront indemnisés des pertes qu'ils ont subies dans le principe, et des lenteurs apportées à la réalisation de la liquidation.

Un traité avantageux de commerce a été conclu par les Etats-Unis avec la confédération péru-bolivienne : il n'a plus besoin que de la ratification du gouvernement. La marche d'une négociation subséquente pour le règlement des reprises à exercer contre le Pérou a été malheureusement entravée par la guerre entre cette puissance et le Chili et la république Argentine : ce même obstacle retardera la liquidation de ces reprises contre ces puissances.

Les circonstances aggravantes qui se rattachaient à nos réclamations contre le Mexique, et un grand nombre d'événements ayant trait à l'honneur et à l'intégrité de notre gouvernement, ont engagé mon prédécesseur à faire, dans la dernière session du dernier congrès, une recommandation spéciale relative à la marche à suivre pour obtenir promptement et définitivement la réparation des griefs articulés par ce gouvernement et par nos concitoyens. J'ai recommandé que l'on demandât définitivement réparation, tout en accordant à l'autorité exécutive des pouvoirs suffisants pour exercer des représailles si la demande était vaine. D'après les actes du congrès sur cette recommandation, il semble que l'opinion des deux branches de la législature ait coïncidé avec celle du pouvoir exécutif. On a été d'avis que l'on aurait droit de recourir à tout mode de réparation agréé par le droit des gens. Il était évident que le congrès pensait, comme le président, qu'il serait fait une autre demande, afin de donner une preuve flagrante et satisfaisante de notre désir d'éviter d'en venir à des extrémités avec une puissance voisine; mais que l'on était très-éloigné de vouloir investir le pouvoir exécutif d'une autorité d'arbitraire pour obtenir réparation, si elle était malheureusement refusée par le gouvernement mexicain, ou différée par lui d'une manière déraisonnable. Aussitôt après mon entrée en fonctions, quand les documents furent prêts, un courrier spécial fut envoyé à Mexico pour faire une demande de réparation avec les pièces à l'appui : la demande fut faite le 20 juillet dernier. La réponse, datée du 29 du même mois, contient l'assurance du désir du gouvernement mexicain, de répondre explicitement à chacun des griefs. L'examen, ajoutait-on, devait être minuté et approfondi. Dans cet examen, on se laisserait guider par les principes de droit public et les clauses des traités; l'on ne négligerait rien pour répondre d'une manière satisfaisante à nos demandes, et le ministre mexicain communiquerait chacune des décisions prises.

Depuis lors, un envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire a été accrédité près de notre gouvernement par celui de la république mexicaine. Il apportait l'assurance du vif désir que le différend entre les deux gouvernements se terminât d'une manière satisfaisante. Accueilli avec des assurances semblables, il pourra, tout le fait espérer, assurer le règlement définitif de tous les griefs existants.

Intimement convaincu de la sagesse de la politique pacifique qui a toujours présidé aux relations étrangères des Etats-Unis, je desirais fortement, à raison de la proximité de la république mexicaine, et des circonstances particulières à nos frontières, contribuer à faire lever tous les obstacles qui s'opposaient au rétablissement des relations entre les deux républiques, sous l'empire du caractère à la fois libéral et amical qui est toujours dû les caractériser. Je regrette en conséquence d'avoir trouvé dans les récentes communications du gouvernement si peu de raison d'espérer le succès de tous mes efforts pour atteindre ce but.

Bien que tous les points sur lesquels on ne s'entendait pas fussent de nature à permettre des réponses immédiates, simples et satisfaisantes, il n'y a que quelques jours que le ministre mexicain a fait une réponse catégorique à notre dernière demande qui remonte à cinq mois. On verra, par les documents que le secrétaire produira, qu'il n'a été ni donné, ni offert aucune satisfaction pour une seule de nos plaintes publiques; qu'une seule question toute personnelle a été résolue d'une manière favorable, et que le gouvernement mexicain n'a décliné que quatre cas spéciaux sur toute la série de ceux qui lui avaient été soumis.

Mon prédécesseur, ne croyant pas qu'il fût possible au pouvoir exécutif

d'amener à bien cette malheureuse controverse, l'avait renvoyée au congrès comme réclamant son intervention. Les documents qui seront fournis démontreront la manière dont a été accueillie une nouvelle demande conforme au vœu de la législature. Après un mûr examen, considérant l'esprit manifesté par le gouvernement mexicain, je me suis vu dans la pénible nécessité de soumettre de nouveau la question au congrès, auquel il appartient de fixer l'époque, le mode et la proportion de la réparation.

Départements ministériels.

JUSTICE. — CULTES. — Par arrêté de M. le garde-des-sceaux, ministre de la justice et des cultes, M. Salmon, auditeur de 2^e classe, vient d'être retiré du comité de la guerre et de la marine pour être attaché, en la même qualité, au comité de l'intérieur et du commerce, aux travaux duquel il est autorisé à participer.

COMMERCE. — AGRICULTURE. — TRAVAUX PUBLICS. — Par ordonnance du 24 décembre, la société d'assurances mutuelles contre la grêle, établie à Marseille, pour les départements des Bouches-du-Rhône, du Var, de Vaucluse, des Hautes-Alpes, des Basses-Alpes, de l'Hérault, de la Drôme et du Gard, est autorisée.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — M. Belleval, ex-secrétaire d'ambassade en Suisse, maintenant attaché au cabinet du ministre des affaires étrangères, vient d'être nommé premier secrétaire d'ambassade en Russie.

Chambre des Députés.

Séance du 28 décembre. — PRÉSIDENCE DE M. NOGARET (doyen d'âge).

Installation du bureau définitif. — Option de MM. Arago et Lelong. — Option de M. Taillandier. — Démission de M. Laporte, élu à Perpignan. — Scrutin pour la nomination des questeurs.

La séance est ouverte à une heure et demie. Le procès-verbal est lu et adopté.

Divers rapporteurs font admettre MM. de Saget, Denys, de Lusignan, Bérard et Robineau, précédemment ajournés.

M. de Saget prête serment.

M. LE DOYEN D'ÂGE se lève et prononce le discours suivant :

Messieurs, appelé par mon âge à diriger vos travaux pendant les premiers moments de votre réunion, j'ai dû m'estimer heureux de jouir d'un privilège dont peu de gens se montrent jaloux, puisqu'il m'a donné des droits à l'indulgence dont vous avez usé envers moi, de manière à mériter toute ma gratitude.

Il est aussi bien flatteur pour moi de me voir chargé de cette honorable mission vers le terme de ma longue carrière de fonctions publiques, qui se monne à près d'un demi-siècle, et d'un demi-siècle, qui résume en lui seul presque tous les éléments dont l'histoire nous a conservé le souvenir.

Acteur ou témoin dans toutes les grandes scènes qui se sont succédé pendant cette ère si mémorable, je puis d'autant mieux apprécier le calme dont nous jouissons, et m'applaudir de voir le vaisseau de l'état arriver au port après tant d'orages.

Nous ne devons pas nous dissimuler que l'expérience des temps passés nous a été d'un puissant secours pour en éviter de nouveaux; mais ce secours aurait peut-être été insuffisant, sans la haute sagesse de celui qui paraît avoir été réservé tout exprès pour nous garantir des dangers que pouvait amener la grande et immortelle crise qui l'a porté à la tête de notre gouvernement et lui a donné les moyens d'exercer sur nos destinées une salutaire influence; de celui qui, après avoir si bien rétabli l'ordre et le calme à l'intérieur, a su encore prouver à l'étranger que la France de 1837 pouvait au besoin déployer la même énergie qui l'avait rendue si redoutable à des époques dont le souvenir ne s'effacera jamais.

En effet, nos soldats viennent de montrer, sur des parages lointains, ce qu'ils sauraient faire, s'il fallait combattre pour l'honneur et l'indépendance de la patrie. Ils ont prouvé, par leur courage, leur discipline et leur résignation à supporter les fatigues et les privations de tout genre dont ils ont été assaillis, qu'ils étaient les dignes successeurs des héros d'Iéna et d'Austerlitz. Leurs chefs se sont montrés dignes de paraître à leur tête, et c'est là leur plus bel éloge. Plusieurs s'entre eux ont arrosé de leur sang des lauriers bien chèrement achetés à ce prix. Ne les plaignons pas cependant; ils sont morts dans un jour de victoire, comme l'a dit un de nos poètes qui, après avoir chanté nos triomphes, a su encore acquiescer des droits à notre admiration en célébrant nos désastres.

Je ne terminerai pas sans vous parler de ce jeune prince qui a vu de si près la mort des braves et qui s'est montré si digne d'imiter l'exemple de leurs vertus et leur dévouement, mais que la providence a couvert de son égide pour l'intérêt de la patrie, et pour la gloire et l'ornement d'une famille qui s'est acquise tant de droits à notre amour et à notre reconnaissance.

Pressé de remettre l'honneur de présider à vos délibérations à l'homme qui a reçu des témoignages de votre confiance si multipliés, si éminemment mérités et qui a déployé dans l'exercice de ses fonctions une supériorité si remarquable de lumières et de talent, je finis en vous priant de m'excuser de vous avoir entretenu si long-temps; les circonstances où je me trouve ont pu, seules, me donner la force de surmonter une timidité naturelle trop bien justifiée; mais si vous avez daigné m'écouter avec bienveillance, ce sera une nouvelle preuve de votre indulgence, et je la regarderai comme la plus douce récompense qu'il pu me procurer l'honneur si précieux, quoique momentané, d'avoir paru pendant quelques jours à votre tête.

J'invite M. le président et MM. les secrétaires à prendre place au bureau. M. DUPRE monte au fauteuil et, après avoir donné l'accolade à M. le doyen d'âge, il s'exprime ainsi :

Messieurs et chers collègues, mon premier besoin est de vous exprimer la reconnaissance dont vos suffrages ont pénétré mon âme. Je remercie la chambre de m'avoir ainsi conféré le plus grand honneur que l'élection puisse décerner à un citoyen.

Cette élection, répétée sept fois, à travers tant de vicissitudes dans les événements et d'oscillations dans les opinions, m'autorise à jeter un regard sur le passé.

La législature de 1830 a vu la victoire d'une population héroïque, combattant pour les lois et pour les libertés; elle a formulé la déclaration du 7 août et appelé au trône une nouvelle dynastie, dont l'auguste chef a contracté avec la nation et répondu à ses vœux, en acceptant la nouvelle charte sous la foi du serment.

La chambre élue en 1831 eut à s'occuper des lois complémentaires destinées à la garantie des libertés publiques; mais en même temps elle fut aux prises avec des tentatives de désordre, que le concours et l'union des bons citoyens ont courageusement surmontées.

La chambre de 1834 a cherché un équilibre entre les extrêmes dont elle voulait se défendre. Mais hélas! un autre orage d'attentats, encore plus exécrables, est venu trop souvent navrer nos cœurs, interrompre le cours de nos actes, et jeter les opinions dans les plus douloureuses perplexités. Avant de clore ses travaux, elle a vu du moins l'amnistie royale, conforme à son vœu, apporter aux passions haineuses une salutaire remittance, convier les esprits à la conciliation et promettre à l'avenir plus de sécurité.

C'est donc sous d'heureux auspices que s'ouvre la session actuelle et que la couronne appelle notre concours, non plus à des moyens de répression dont le Bulletin des lois est suffisamment armé, mais à des améliorations qui ne peuvent être que le résultat d'une situation calme, et dont l'accomplissement a besoin du sentiment de la stabilité.

Cette chambre sera conservatrice, en ce sens qu'elle ne permettra pas aux factions de relever la tête et de se jouer de l'ordre public et des lois; conservatrice, en ce sens surtout qu'elle saura (je dois le commander et sa dignité l'exige) exprimer avec franchise les vœux du pays, vouloir avec précision tout ce qui est de sa prérogative sans l'exécuter jamais, empêcher les pas rétrogrades, et toutes les déviations qui tendraient à repousser les véritables principes de notre gouvernement constitutionnel; maintenir et contenir, telle est la devise que je lui souhaite.

J'espère, Messieurs et chers collègues, que nos discussions parlementaires se ressentiront de cette favorable situation des choses et des esprits, et que le labeur de votre président, rendu plus facile par votre adhésion, n'exigera que peu d'efforts pour diriger vos délibérations.

Messieurs, je propose à la chambre de voter des remerciements à son respectable doyen d'âge et au bureau provisoire. (Oui! oui!)

M. le président donne lecture de deux lettres : l'une est de M. Arago, qui fait connaître qu'ayant été élu à Perpignan et à Paris, il opte pour son pays natal, Perpignan (Sensation); l'autre de M. Lelong, élu dans les troisième et quatrième collèges de la Sarthe, qui déclare qu'il opte pour le troisième collège.

M. le président tire ensuite au sort le nom des membres de la grande députation qui doit aller compléter le roi à l'occasion du jour de l'an.

Le sort désigne MM. Nogaret, Motet, Garnon, Kochlin, Persil, le général Laidet, Stourm, le général Schneider, Debelleye, Cormenin, Lefr-

vost (Auguste), le général Schramm, le général comte Meynadier, Leserjean de Mounecove, Anisson-Duperron, Démon, Martin de Strasbourg, le baron Lepelletier-d'Aulnay, le général Bonnemains, Espéronier.

M. LE PRÉSIDENT : Je dois donner connaissance à la chambre de deux lettres que j'ai reçues :

- M. le président,
- Elu par les collèges électoraux de Cambrai extra-muros et d'Avesnes, je vous prie de faire connaître à la chambre que j'opte pour l'arrondissement de Cambrai.
- Agréez, etc.

• Monsieur le président,

• Le septième bureau ayant pensé que je ne justifiais pas suffisamment du cens d'éligibilité, je ne crois pas devoir appeler de sa décision. Je vous prie donc de faire agréer à la chambre ma démission.

- J'ai l'honneur, etc.

Ces lettres seront transmises à M. le ministre de l'intérieur.

M. LE PRÉSIDENT : Il n'y aura pas demain de séance publique, mais il y aura réunion dans les bureaux pour la nomination de la commission d'adresse et pour les commissions de comptabilité et de pétitions; je dois faire connaître à MM. les députés non admis qu'ils ne pourront voter qu'après avoir prêté serment.

On procède au scrutin pour la nomination des deux questeurs. Pendant cette opération, MM. de Lusignan et Bérard sont admis.

Résultat du scrutin. — Votants, 337; majorité absolue, 169. Ont obtenu : M. Clément, 224; M. Delaborde, 290.

M. LE PRÉSIDENT : MM. Clément et Delaborde ayant obtenu la majorité, je les proclame questeurs de la chambre.

La séance est levée à trois heures et demie.

Ordre du jour du vendredi 29 décembre. — A une heure, réunion dans les bureaux. — Nomination de la commission de l'adresse au roi et des commissions des pétitions et de comptabilité.

Faits divers.

Le préfet de police ne recevra pas le lundi, 1^{er} janvier 1838.

— M. le duc d'Orléans, lors de son mariage, destina une somme assez considérable à donner à de jeunes enfants d'ouvriers, élèves des écoles primaires, des livres de la caisse d'épargne, avec une première mise. La ville de Reims fut comprise pour une somme de 6,000 fr. dans celles qui devaient participer à cette libéralité; et, en effet, cette somme fut envoyée à M. le sous-préfet de Reims. M. le sous-préfet pensa que les intérêts seuls de cette somme devaient être consacrés annuellement à donner des livres, avec première mise, et fit provisoirement placer les fonds à la caisse d'épargne, et les intentions du duc d'Orléans n'ont point encore été remplies.

La commission administrative de la société industrielle de Reims, dans sa séance de lundi 11 décembre, a décidé qu'une pétition serait adressée au duc d'Orléans pour le prier de vouloir bien ordonner que la somme de 6,000 fr. qu'il a donnée à la ville de Reims soit consacrée à donner 120 livres, avec première mise de caisse d'épargne, à des enfants désignés, partie par le comité communal d'instruction primaire, partie par le conseil des prud'hommes et la commission administrative de la société industrielle.

— Plusieurs mandats de perquisition ayant été décernés par M. le préfet de police afin de rechercher la presse qui a servi à imprimer le prospectus du *Moniteur républicain*, dont les numéros ont été répandus dans les derniers jours du mois dernier, M. le commissaire de police du quartier du Palais-Royal, accompagné d'un officier de paix et de plusieurs agents, s'est présenté mardi matin à sept heures, au domicile de M. R., graveur, au perron du Palais-Royal, et de là à son imprimerie, rue Neuve-des-Bons-Enfants, 5. Des papiers imprimés en assez grand nombre et des gravures ont été saisis après la plus minutieuse perquisition, et mis à la disposition de M. le procureur du roi.

— Hier en vertu d'un mandat de M. Zangiacomi, un ancien employé de l'administration des contributions indirectes, le sieur Cyprien, manouvrier, a été arrêté et conduit provisoirement au dépôt de la préfecture de police, comme impliqué dans les poursuites contre Vidocq.

— Voici la liste des principales affaires qui seront jugées pendant la première quinzaine de janvier prochain (1^{re} section), dont l'ouverture aura lieu le 3 dudit mois de janvier, sous la présidence de M. d'Espèrès de Lussan.

Le 5, fille Longuet (abus de confiance). Le 6, Collinet (vol, nuit, maison habitée). Le 7, Sarcia (faux en écriture de commerce). Le 8, Contraint (complicité de vol à l'aide de fausses clés). Le 9, Marchand et Bord (vol, complicité, effraction). Le 10, Conrad (faux en écriture de commerce). Le 11 et 12, Clohard (vol et faux). Le 13 et 14, Bregion (vol, fausses clés, effraction). Le 15, Bui (faux en écriture de commerce). Le 16, Millet (vol, effraction, maison habitée). Le même jour, Deschamps (faux en écriture privée), et Bellaut (faux en écriture de commerce).

— On annonce pour le premier janvier l'ouverture de la galerie espagnole au Musée du Louvre.

— Les deux charmantes statuettes de danseurs napolitains, dues au talent de M. Durez, se trouvent dans les ateliers de Quessel, fondeur, rue des Amal-diers-Popincourt. On peut aussi se procurer, chez les principaux marchands de curiosités, les bronzes et les plaques de ces délicieuses figurines.

— Les musiciens de l'armée viennent d'adresser à M. le ministre de la guerre un mémoire suivi d'une consultation de M. Darat-Lasalle, dans laquelle sont analysées les dispositions légales qui ont régi les musiques militaires depuis 1790. Ces artistes, qui sont dignes d'intérêt sous tous les rapports, sollicitent une position qui serait, suivant eux, conforme aux lois constitutives de l'armée.

— On écrit de Saint-Petersbourg que Mlle Taglioni, remise de la légère indisposition qui l'avait éloignée de la scène pendant quelques jours, y a reparu dans le *Cheval de Bronze*. Rien ne peut dépeindre l'enthousiasme avec lequel on a revu la célèbre danseuse : elle a dansé deux pas au bruit d'immenses applaudissements mille fois répétés.

— On lit dans la *Gazette* du 30 de ce mois : « M. le marquis de Mazan (du département des Basses-Alpes), l'un des notables agriculteurs qui ont traité avec la compagnie agricole d'Arcachon, pour diriger la colonisation de la belle plaine de Cazeaux, vient d'arriver à la Teste.

— Un bon nombre de cultivateurs provençaux ont suivi M. de Mazan et forment le noyau des colons qui va attirer dans sa direction.

— D'autres colons du département de l'Allier vont arriver à la Teste avec M. le comte de Bonneval, qui consacre aussi à la culture de la plaine de Cazeaux de hautes connaissances agricoles.

— M. de Bonneval, à qui la société centrale d'agriculture a décerné la grande médaille d'or pour les succès remarquables qu'il a obtenus dans ses vastes domaines, est en première ligne parmi les grands propriétaires qui sont devenus directeurs de colonisation, en vertu des traités qu'ils ont passés avec la compagnie d'Arcachon.

— Les journaux ont déjà parlé de la faveur avec laquelle les hautes notabilités qui composent les conseils de cette compagnie ont accueilli ces traités, et du suffrage unanime qu'elles ont accordé aux clauses qu'ils renferment.

— En effet, ces clauses concilient les intérêts des directeurs avec ceux de la société par l'établissement à prix fixe des travaux de défrichement, et par la continuation, pendant neuf ans, des cultures à moitié fruits.

— Nous applaudissons vivement au nouveau système de colonisation conçu par messieurs les gérants de la compagnie d'Arcachon, et au grand concours agricole qu'ils ont ouvert. Coloniser par la fortune, par l'intelligence, par la science, c'est coloniser d'une manière grande, forte et durable. »

MM. les abonnés dont l'abonnement expire le 31 décembre, sont priés de le renouveler, et de joindre à leur demande une de leurs adresses imprimées, avec les rectifications qui leur paraîtront nécessaires.

Variétés.

LE LIVRE DU PEUPLE, Par F. LAMENNAIS.

Le *Livre du Peuple* est une petite brochure de moins de deux cents pages, remplie de blancs comme un volume de vers, et qui ferait à peine quatre colonnes de journal. Il coûte sept francs cinquante centimes, ce qui prouve que son auteur a meilleure opinion du peuple qu'il ne dit. On remarque avec peine qu'il est signé F. Lamennais,

tout court. Nous avouons qu'il nous est difficile de comprendre comment un changement dans les idées d'un homme l'oblige nécessairement à un changement dans son nom. En tout cas, le sacrifice est trop tardif pour qu'il touche les roturiers, et il n'est pas assez considérable pour qu'il touche les nobles. Il faut posséder de nombreux et de grands titres, pour avoir bonne grâce à paraître ne s'en pas souvenir.

Nous voudrions bien oublier, nous, en parlant de ce livre, que son auteur a été un prêtre catholique, soumis pendant la plus longue et la meilleure moitié de sa vie à toute l'orthodoxie de la discipline et de la foi. Les récriminations ont en général l'inconvénient d'être peu concluantes, et elles supposent, de la part de celui qui les soulève, une espèce de parti pris contre celui qui en est l'objet. Le présent de M. de Lamennais offre d'ailleurs assez de prise à la critique pour qu'on n'ait pas besoin, même en la faisant très-vive, d'avoir recours à son passé. Cependant, comme le *Livre du Peuple* a les allures d'un ouvrage qui veut faire concurrence à l'Evangile, on est en droit de s'enquérir du crédit moral de son auteur. Or, l'autorité d'un homme qui enseigne et qui dogmatise dépend naturellement de son intelligence et de son caractère. A ce point de vue, il est donc permis de se rappeler en passant ce qu'a été M. de Lamennais, ce qu'il n'est plus et ce qu'il veut être.

Tout le *Livre du Peuple* est rempli par un fait, et par une théorie; nous allons montrer que le fait est faux, et que la théorie est absurde.

Le fait, le voici : M. de Lamennais prétend, depuis quelques années, car ses *Paroles d'un croyant* étaient l'affirmation de la même doctrine, que les pauvres qu'il y a aujourd'hui à la surface de la terre ne sont pauvres que parce que les riches les ont primitivement dépouillés; que les faibles qui souffrent ne sont dans la souffrance, que parce que les forts les ont primitivement opprimés; que les esclaves qui travaillent et qui obéissent ne sont et n'ont jamais été esclaves, que parce que les maîtres les ont primitivement enchaînés; enfin que les peuples qui reconnaissent des rois ne les reconnaissent, que parce des rois les ont primitivement conquis.

M. de Lamennais tire de là cette première conclusion, que l'état présent des sociétés est un état contre la raison, contre la nature, contre la morale, contre le droit; et il en tire ensuite cette seconde conclusion, que les pauvres doivent et peuvent reprendre leurs biens dans la bourse des riches; que la masse des faibles doit se réunir contre le petit nombre des forts; que les esclaves seront bien venus à se liguier contre leurs maîtres, et que les peuples n'ont rien de mieux à faire que de retirer leur autorité souveraine d'entre les mains des rois.

Eh bien ! nous disons que le fait général qui fournit ces deux conclusions est faux; nous disons que les riches, s'ils sont riches, ne le sont pas devenus aux dépens des pauvres; que les faibles, s'ils souffrent, n'ont jamais été mis dans l'oppression par les forts; que les esclaves, à ne les pas considérer dans les quelques îlots de l'Amérique, mais dans l'antiquité, où ils formaient la masse, et dans l'Asie, où ils abondent, n'ont pas été violemment enchaînés par les maîtres; enfin que les peuples qui obéissent à des rois, n'ont jamais été conquis par eux; qu'un pareil fait ne peut être affirmé qu'au mépris des traditions les plus claires et les plus authentiques, et que les deux conclusions que M. de Lamennais en déduit constituent une doctrine d'erreur, si son auteur ignore qu'il se trompe, de mensonge et de mauvaise foi, s'il le sait.

C'est une illusion étrange et déplorable de s'aller mettre en tête que les classes pauvres ont été dépouillées par les riches. Les classes pauvres peuvent être suivies à la trace depuis trois mille ans, et l'on peut voir que non seulement elles n'ont jamais été réduites violemment à la misère, mais encore que leur condition a été en s'améliorant de siècle en siècle, et que les sociétés se sont montrées de plus en plus compatissantes pour elles. En général, les classes pauvres proviennent de l'affranchissement des esclaves qui couvraient l'Occident, et qui l'avaient converti depuis le commencement du monde. Tant que dura l'esclavage pur, il n'y avait pas de pauvres, par la raison que tout serviteur était nourri et entretenu par son maître. La mendicité est parfaitement inconnue parmi tous les peuples à esclaves. A proportion que, dans l'antiquité, les esclaves furent affranchis, ils se trouvèrent arriver à la vie civile avec peu ou pas de ressources; quelques-uns, un grand nombre, s'élevèrent, s'enrichirent et formèrent les bourgeoisies; les autres restèrent dans la pauvreté; formèrent les classes ouvrières dans les villes, les paysans dans les campagnes, les mendiants partout.

Jusqu'à l'ère vulgaire, la masse des affranchis était peu considérable et les classes pauvres se réduisaient presque à rien. Depuis l'établissement du christianisme, les émancipations se multiplièrent, les classes ouvrières prirent du développement dans les villes, les paysans dans la campagne, et les mendiants s'accrurent en proportion, parce que les classes ouvrières et les paysans contiennent toujours un certain nombre d'invalides qui ne peuvent pas travailler, que leurs familles ne peuvent pas nourrir et qui ont recours à l'aumône.

Avant le christianisme, la charité publique était presque inconnue; il n'y avait pas d'hôpitaux. Dans les grandes villes, comme Rome, le gouvernement faisait faire, à des jours fixes, des distributions de pain et de vin, qui suffisaient. Depuis le christianisme, les pauvres se multiplièrent si prodigieusement, qu'il fallut organiser l'aumône : on fonda les hôpitaux. On n'en trouve pas dans l'histoire avant le cinquième siècle.

Pendant le moyen-âge, indépendamment des hôpitaux, les pauvres avaient encore recours aux monastères, aux chapitres et aux grandes familles. La révolution, en détruisant les grandes familles, les chapitres et les monastères, a jeté sur le pavé des rues cette masse effroyable de mendiants, dont il est fâcheux que M. de Lamennais ne sache pas mieux l'histoire. S'il l'avait su, il aurait vu que les pauvres n'ont jamais été dépouillés par les riches, mais qu'ils ont été au contraire nourris par eux; que leur sort a été, comme nous disions, en s'améliorant de siècle en siècle; que sous le paganisme, on laissait les vieillards et les infirmes mourir où ils pouvaient; que durant les quinze ou seize premiers siècles du christianisme, on recueillit les pauvres, les vieillards, les infirmes, les malades, les enfants, dans des établissements publics; et que depuis deux siècles à peu près, tout en laissant subsister les aumônes et les hôpitaux, on a créé de plus les dépôts de mendicité, où les pauvres redevenaient ouvriers par le travail.

Cette charité sociale, qui a été croissant d'âge en âge, mérite donc d'être encouragée au lieu d'être flétrie; et les malheureux vieillards qu'elle soulage plaindraient M. de Lamennais d'avoir eu le courage d'écrire ces étranges paroles : « On ramasse le pauvre, et on le jette dans un de ces lieux immondes, de ces dépôts de mendicité, qui sont comme l'entrée de la voirie. » On voit que M. de Lamennais, tout occupé de ses livres, visite rarement les asiles où les pauvres sont recueillis.

Quant à ce qui est des faibles et des forts, de l'oppression des uns et de la tyrannie des autres, nous demanderons à M. de Lamennais la permission de ne voir en tout cela qu'une déclamation et une fantasmagorie. Nous ne connaissons guères que trois espèces de forces : celle qui vient de l'intelligence et de la vertu, celle qui vient du corps et celle qui vient de la richesse; or, l'intelligence et la vertu, on ne les dérobe à personne, et tant pis pour ceux qui en sont dépourvus; la force physique on la reçoit de Dieu, et la richesse on l'acquiert, au-

jourd'hui surtout, au prix de beaucoup de peine, de soucis et de patience.

L'esclavage n'est pas non plus le résultat de la malice des maîtres. Tout concourt à établir de la manière la plus évidente que l'esclavage n'a jamais été institué, parce qu'il est antérieur à toutes les institutions et à toutes les lois écrites. Moïse a fondé les lois des Hébreux, et l'esclavage est dans les livres de Moïse; Homère est antérieur aux lois de la Grèce, et l'esclavage est dans les poèmes d'Homère; le code Papyrien est la base des lois romaines, et l'esclavage est dans le code Papyrien; la loi salique, la loi ripuaire, toutes les lois barbares de l'invasion font le fondement des institutions modernes, et l'esclavage est dans toutes ces lois. Il y est, non pas comme une chose nouvelle, mais comme une chose vieillie, en décadence, à moitié ruinée, par conséquent comme une chose ancienne et primitive.

Toutes les traditions se réunissent pour établir que l'esclavage est né dans la famille, et non pas dans l'état, et qu'il n'a été autre chose, à son origine, que la soumission des enfants à l'autorité paternelle, autorité d'abord absolue, et que la civilisation a successivement amoindrie. L'esclavage a donc commencé paisiblement, et non pas violemment. Les premiers esclaves n'ont pas été réduits en esclavage; ils y sont nés. On peut ajouter que les enfants, lorsqu'ils étaient pris, donnés ou vendus, ne faisaient que changer de maître, sans changer de condition. Plus tard, dans les temps historiques, quand les nations se sont régularisées, la loi positive s'est emparée de l'esclavage, et l'a réglé; mais elle ne l'a pas institué, créé, établi.

Est-ce qu'il n'est pas absurde, en effet, d'imaginer que la moitié du genre humain a été l'autre? Est-ce qu'il ne serait pas resté quelque part, dans les poèmes, dans les légendes, quelque souvenir de cette violence abominable? Est-ce qu'il ne faut pas, au contraire, que l'esclavage ait été un fait primitif et spontané, antérieur aux lois, passé dans les mœurs, pour que les millions d'esclaves qui couvraient la terre autrefois ne se soient pas soulevés tous à la fois? Si cela n'était pas ainsi, est-ce qu'il n'y aurait pas eu guerre continuelle entre les maîtres et les esclaves, tandis qu'au contraire les révoltes dont l'histoire a conservé le souvenir n'ont jamais eu lieu que par suite d'embauchage dans les guerres civiles, ou par suite de la violation des réglemens sur le travail?

D'ailleurs, en ce qui touche les esclaves, comme en ce qui touche les pauvres, leur sort a toujours été en s'améliorant, jusqu'à ce qu'ils aient disparu. Sous le paganisme, on en affranchissait peu, et ceux qu'on affranchissait restaient comme flétris par leur origine; sous le christianisme, on en affranchissait beaucoup, et les affranchis arrivaient, comme tous les autres hommes, aux degrés les plus éminents de la hiérarchie épiscopale. Ebbon, archevêque de Reims sous Charles-le-Chauve, avait été un esclave pocher.

Les esclaves auraient tort de s'imaginer que les maîtres ont créé l'esclavage. L'esclavage est aussi ancien que le monde, et il paraît être le mode primitif des sociétés. Sans doute il est par cela même destiné à disparaître entièrement; mais il faut voir en lui, non pas un fait criminel et contre nature, ce qui ferait supposer que l'univers entier a violé la nature pendant six mille ans, mais un rudiment de société imparfaite encore, un commencement d'ordre, un tâtonnement de la civilisation à son début. D'ailleurs, ce qui a fait disparaître l'esclavage, ce n'est pas la révolte des esclaves, mais leur éducation, leur instruction et leur moralité. Sur ce point encore, au lieu de leur dire comme M. de Lamennais : Révoltez-vous; il serait donc plus sensé de leur dire, comme saint Paul : Soumettez-vous. M. de Lamennais ne nous en voudra pas de préférer l'autorité de saint Paul à la sienne.

Il nous faudrait encore une longue dissertation pour établir comment les rois n'ont jamais pris de force leur autorité sur les peuples; car les erreurs ont ce privilège d'exiger une page contre une ligne. Nous nous bornerons à demander à M. de Lamennais s'il connaît, par hasard, un peuple qui ait subi un roi et une royauté malgré lui. Les pouvoirs, au contraire, n'existent qu'à la condition d'être reconnus et acceptés. Leur légitimité est là. Dès que vous voyez une puissance qui est régulièrement et longuement obéie, vous en pouvez conclure aussitôt qu'elle est légitime.

Les assertions de M. de Lamennais sont donc, comme nous disions, fausses de tout point; les pauvres n'ont pas à s'en prendre aux riches, les faibles aux forts, les esclaves aux maîtres, les peuples aux rois. Tout ce qui dans l'histoire des nations choque les sympathies de notre ame ou la logique de notre esprit, a généralement des causes simples, naturelles, qu'il faut étudier, et qu'on trouve quand on les cherche.

L'erreur de M. de Lamennais a cela de funeste, qu'il en tire des conséquences subversives de tout ordre, de toute justice, de toute morale.

Voilà son livre considéré dans le fait qu'il affirme; nous le montrons, demain, considéré dans la théorie qu'il développe.

A. GRANIER DE CASSAGNAC.

LE PANTHÉON LITTÉRAIRE, collection complète des chefs-d'œuvre de l'esprit humain, est, sans contredit, l'œuvre la plus importante que la librairie française ait jamais exécutée.

L'éditeur de ce vaste recueil, dans lequel rayonnent les gloires littéraires de tous les siècles et de tous les pays, poursuit avec zèle la publication des deux cent quarante volumes dont se composera la collection qui, renfermant la matière de plus de deux mille volumes, formera une bibliothèque complète, rare et choisie. Plus de cent volumes sont aujourd'hui en vente, et c'est pendant vingt mois se sont à peine écoulés depuis que la Société du *Panthéon littéraire* a été constituée. Huit cent cinquante actions de 1,000 fr. ont été placées sur le million destiné à couvrir la moitié de la fabrication des cent premiers volumes. La faveur que ces actions ont rencontrée s'explique naturellement par les avantages accordés aux intéressés qui concourraient au prompt achèvement de ce monument élevé au génie littéraire.

Tout actionnaire est souscripteur. Il a le droit de choisir parmi les volumes parus ou à paraître CENT VOLUMES représentant le capital de son action de 1,000 fr.; il reçoit ainsi l'équivalent de la somme qu'il verse à la société, et son action lui donne en outre droit à une part dans les bénéfices résultant des tirages successifs et de la vente des volumes parus ou à paraître, à une part dans la propriété des clichés, des volumes en magasin et du matériel acquis. Les ventes effectuées par le *Panthéon littéraire* et les nombreuses relations qu'il a établies avec des libraires correspondants, en France et à l'étranger, permettent de donner un premier dividende de 400, qui sera payé le 31 janvier prochain.

Le *Panthéon littéraire* s'est fait une place à part dans le commerce des livres; il doit cette place, non seulement à la supériorité du plan sur lequel il est conçu, et dont le but principal a été d'introduire dans l'ancienne librairie « un ordre de choses nouveau par la méthode et l'unité », mais encore à l'exécution que ce plan reçoit. Tous les progrès de la fabrication du papier, tous les perfectionnements de l'art typographique ont été employés pour que l'exécution matérielle de ces volumes ne laissât que peu de choses à désirer.

M. Auguste Desroz, éditeur de cette collection, s'est consacré spécialement aux travaux de fabrication, et ces travaux demandent une activité d'autant plus grande, que cette collection doit être terminée pendant l'année 1838. Quant à la direction littéraire et historique du *Panthéon*, elle est principalement confiée à MM. Aimé Martin et Buchon, dont les laborieuses et savantes recherches doivent être si éminemment profitables aux ouvrages qu'ils se sont chargés de traduire, de réviser, de collationner sur les meilleurs auteurs, et qu'ils enrichissent de notes et de notices biographiques.

Parmi les nombreux ouvrages d'étrèques, les plus estimés et les plus recherchés, tant pour le fond que pour la forme, on doit citer les deux beaux volumes de l'*Histoire Naturelle* mise à la portée des femmes et des gens du monde, publiés par Mme Achille Comte. Les prix varient, selon la reliure, de 7 fr. 50 à 12 fr. Cet ouvrage se trouve à la librairie de Paul Dupont et compagnie, rue de Grenelle Saint-Honoré, 55, hôtel des Fermes, à Paris.

COMPAGNIE DU CANAL SAINT-MARTIN. — Avis. — MM. les actionnaires sont prévenus que le paiement des intérêts du deuxième semestre de 1837 sera ouvert dans les bureaux de l'administration, rue Hauteville, 58, à partir du 1^{er} janvier. MM. les actionnaires sont également prévenus que l'accroissement notable des produits donnera lieu, en outre, à un assez fort dividende qui sera employé, aux termes de l'article 6 de l'acte social, à l'amortissement avec prime de 10 p. 0/0 de plusieurs séries d'actions de capital.

Ces séries seront désignées en assemblée générale au mois de février prochain, et le remboursement aura lieu immédiatement. — Paris, le 22 décembre 1837. Le président du conseil d'administration, COTTIER. Le secrétaire-général, DUPIN.

— M. Johnson ouvrira, le 5 janvier, à neuf heures du soir, par une leçon publique, un nouveau cours d'anglais, rue des Fossés-Montmartre, 19.

— M. A. DELAVIGNE ouvrira, le 9 janvier, un nouvel enseignement privé.

paratoire au baccalauréat ès-lettres. S'adresser rue de Sorbonne, 9, de midi à 4 heures.

— Une société vient de se former à Paris pour la fabrication de cordages et tissus en fils d'aloës, d'agave, de phormium, ainsi que d'autres plantes textiles dont l'emploi a commencé en France, il y a quatre ans, et s'est propagé sous le nom de soie végétale. Cette industrie, qui déjà a livré de si beaux produits, réunis de véritables garanties de succès, et nous paraît de nature à prendre rang parmi les plus utiles.

PANTHÉON LITTÉRAIRE,

COLLECTION UNIVERSELLE DES CHEFS-D'ŒUVRE DE L'ESPRIT HUMAIN.

210 volumes grand in-8° imprimés en gros caractères. — 120 volumes en vente. — 5 nouveaux volumes par mois. — Les 210 volumes seront terminés en 1839. 10 francs le volume grand in-8° de 800 pages. — Chaque ouvrage se vend séparément.

Fondateur : M. ÉMILE DE GIRARDIN, membre de la Chambre des Députés. — Directeur littéraire : M. AIMÉ MARTIN. — Directeur historique : M. BUCHON. Banquier de l'opération : M. BROUS. — Administration : M. AUGUSTE DESREZ, éditeur.

Capital social : Un million; 4000 coupons d'action de 250 francs.

Capital réalisé : 850,000 francs; il ne reste donc que 600 coupons à placer.

Dès la première année, les opérations de la Société du PANTHÉON LITTÉRAIRE ont été telles, qu'outre les volumes afférant à chaque action, un dividende de 4 pour cent va être distribué aux actionnaires; aussi ne reste-t-il qu'un très-petit nombre d'actions à placer.

Toute personne qui souscrit un coupon avant le 31 décembre recevra immédiatement ses 25 volumes et participera au dividende de 4 pour cent payable le 31 janvier prochain.

CHACUN COUPON D'ACTION DE 250 FRANCS DONNE DROIT :

1^{er} A 25 volumes du PANTHÉON LITTÉRAIRE, d'une valeur de 250 fr. Ces 25 volumes peuvent être choisis dans les 120 volumes en vente comme dans les volumes à paraître.

2^e A une part proportionnelle de tout le matériel acquis par la Société.

3^e A une part proportionnelle dans la propriété de 100 volumes CLICHÉS, représentant une valeur de 690,000 francs.

4^e A une part proportionnelle de tous les bénéfices, qui, à 13,000 exemplaires, s'élèveront à TROIS MILLIONS CINQ CENT MILLE FRANCS.

PRINCIPES RATIONNELS DE L'OPÉRATION.

Le Panthéon littéraire sera pour l'ancienne librairie ce que furent nos Codes pour l'ancienne législation, un ordre de choses nouveau pour la méthode et l'unité. (Extrait de l'Exposé des motifs.)

L'entreprise du Panthéon littéraire a été conçue dans le but de renouveler l'ancienne librairie, de s'emparer de son exploitation exclusive, de lui rendre à l'étranger les importants débouchés qu'elle avait avant que l'exagération de ses prix ne les lui fit perdre en donnant naissance aux contrefaçons étrangères.

Tout le monde comprendra que lorsqu'un éditeur, au moyen de pages blanches, de caractères démesurément spacieux, d'interlignes considérables, de marges infinies, met en six ou huit volumes la matière d'un seul; par ce fait, d'une part il excite l'étranger à réimprimer ces six ou huit volumes en un seul, pour en diminuer le prix et en accaparer la vente; d'autre part, il restreint à l'intérieur les acheteurs à un infiniment petit nombre, qu'il finit bientôt même par perdre en absorbant rapidement la portion de leur budget affectée à cette nature de dépense, en encombrant leur bibliothèque d'un grand nombre de volumes et d'un petit nombre d'auteurs, le contraire précisément de ce qu'il eût été judicieux de faire.

M. AIMÉ MARTIN vient de nous livrer un volume fruit de plus de deux ans d'études, sous le titre de : *Introduction au Panthéon littéraire*, plan d'une bibliothèque universelle, études des livres qui peuvent servir à l'histoire philosophique et littéraire du genre humain. Un volume in-8°. Prix : 7 fr. 50 c. Cet important ouvrage sera envoyé gratuitement aux soumissionnaires d'actions.

PRINCIPES FINANCIERS DE L'ENTREPRISE.

Nous avons voulu que ceux qui nous aideraient dans l'exécution de l'œuvre du PANTHÉON LITTÉRAIRE reçussent la récompense de leur concours sans s'exposer à aucun risque de perte, sans hasarder aucune mise de fonds. (Extrait du Compte rendu.)

La Société formée pour la publication de cette vaste Collection diffère de toutes les sociétés par actions créées jusqu'à ce jour, en ce qu'elle n'expose à AUCUN RISQUE DE PERTES les soumissionnaires d'actions, et qu'elle ne leur fait courir que des chances de bénéfice; — en ce que son capital social est REPRÉSENTÉ ET GARANTI; — en ce qu'elle considère comme commanditaires les 4,000 premiers souscripteurs à 25 volumes, et les associe aux bénéfices de l'entreprise.

En effet, contre la somme versée par eux, elle leur couvre d'abord par une valeur égale, — puis leur délivre, à titre gratuit un coupon d'action de 250 fr., qui leur assure un jour un revenu annuel dont l'importance égalera presque le capital versé par eux, et dont ils auront cependant reçu la représentation en volumes. (Voir l'Exposé des motifs de l'acte de Société, qui sont imprimés, et envoyés à tous ceux qui en font la demande affranchie.)

On peut voir et se procurer les volumes de la Collection chez tous les libraires de la France et de l'étranger

L'acte de Société, le catalogue général et le compte-rendu des opérations de la première année seront envoyés à tous ceux qui en feront la demande affranchie à M. AUGUSTE DESREZ.

S'adresser pour les demandes d'actions : A Paris,

A M. AUGUSTE DESREZ, directeur, rue Saint-Georges, 11;

A M. BROUS, banquier, rue Grange-Batelière, 28.

Dans les départements; à tous les libraires correspondants actionnaires du Panthéon littéraire.

BONBONS ET NOUVEAUTÉS.

Aux Palmiers, 254, rue Saint-Honoré. — TERRIER, connu depuis si long-temps pour la qualité supérieure de ses marchandises et les nombreuses nouveautés qu'il offre chaque année à ses habitués, les prévient que le nouvel agrandissement qu'il vient de faire subir à ses magasins au commencement de cet hiver lui permet de présenter au public un espace plus grand et plus de variétés que jamais dans les bonbons,

boîtes et sacs nouveaux; sans compter les boîtes et sacs, en bois des îles et en étoffe, qu'on trouve aussi dans les premiers magasins de Paris, il a créé les nouveautés dont les noms suivent : Bonbons galans : la Violette des prés, les Cartes de visites de Victor Adam, les petites Couronnes, bonbons de Mousquetaires, bonbons Pompadour et bonbons du Moyen-Âge; la collection plaisante des Robert-Macaire. Bonbons des En-

fants : les confitures des enfants, les primeurs sucrées, les petits arrosoirs, les sceaux, les râpes, les gâteaux à la crème, les quartiers de Cantaloup; sacs à la Fontange, sacs d'ivoire, sacs gothiques, sacs Florentins, sacs Versailles; boîtes en soie, boîtes Bristol, boîtes d'ébène, gousches anglaises; les dragées, le Missol de la Châtelaine et la boîte de Rubens.

ETRENNES UTILES & AMUSANTES.

Ouverture d'un vaste magasin d'ALBUMS, LIVRES ORNÉS D'IMAGES, ÉTUDES DE DESSIN, JOLIS CARTONNAGES, LIVRES ANGLAIS, etc., au 1^{er} étage de la maison Aubert, galerie Véro-Dodat.

M. Aubert peut vendre à bon marché, car sa maison n'a pas un luxe ruineux; il fabrique lui-même et fournit tous les libraires et marchands d'estampes de l'Europe.

ÉTRENNES. ARGENT ALLEMAND SIX FOIS MOINS CHER QUE L'ARGENT ORDINAIRE.

Rien de plus joli, de plus gracieux que les objets fabriqués dans les magasins rue St-Honoré, 108 (ci-devant rue Montorgueil), dans lequel on trouve un si bel assortiment de vaisselle de table, coutellerie fine, tasses à déjeuner en vermeil; toutes choses enfin délicieuses à donner en étrennes.

AU SAPHIR,
PASSAGE DES PANORAMAS, 26.
A l'angle de la galerie Montmartre.
Bijoux de FANTAISIE; CHAINES, BROCHES et PARURES en OR et en IMITATION PARFAITE d'OR et de DIAMANS. GRAND ASSORTIMENT DE FLEURS, NECESSAIRES et SOUVENIRS.

MAISON CONDELLIER,
PASSAGE DU CAIRE, 110.
Grand assortiment de PORTEFEUILLES, ALBUMS, BUVARES, PUPITRES, NECESSAIRES, Boîtes vides riches et simples; BOÎTES à DESSIN et de COULEUR; SOUVENIRS, CARTES DE VISITES; Papiers parfumés, glacés et autres.

Rue Vivienne, **ÉTRENNES.** N° 20, au 1^{er}.
Les magasins de A. MAIGRET offrent cette année une réunion de meubles et sièges du meilleur goût, et des plus confortables.

Le SEUL DÉPOT existant à PARIS des vins de Champagne de

MOET.

est toujours boulevard Poissonnière, 4 bis, maison A. Julien, invent. des rou-dres pour clarifier et rétablir les vins.

UNE GOUVERNANTE
Agée, veuve ou mariée, est demandée par un étranger de distinction pour élever une jeune demoiselle. — S'adresser, par lettre affranchie, à M^{lle} LOTH, avenue de Saint-cloud, 36, à Versailles.

négoce, rue St-Fiacre, 1. Juge-comm., M. Gaillard; agent, M. Morand, rue Montmartre, 173.

BOURSES.

Fonds anglais arrivés en bourse de 113 0/0.
Avant l'ouverture la rente était demandée à 78 50; mais on ne se montrait pas comme hier empressé d'acheter. Des demandes considérables ont fait remonter jusqu'à 80, et l'on est revenu à 79 où l'on est resté.
Le 5 0/0 a fini à 107 90.
La rente de Naples à 97 90 en cours. — Les chemins de fer sont remontés.

FONDS PUBLICS.

	Prem. cours	Plus haut	Plus bas	Dernier cours	Cours d'hier
5 0/0, j. 22 sept., c.	107 80	107 80	107 80	107 80	108 00
Fin courant...	108 00	108 00	107 85	107 85	108 05
Pr. fin courant...	108 00	108 00	107 85	107 85	108 05
Pr. fin prochain...	108 00	108 00	107 85	107 85	108 05
3 0/0, j. 22 juin, c.	78 75	78 85	78 75	78 85	78 80
Fin courant...	78 80	78 90	78 70	78 90	78 85
Pr. fin courant...	78 80	78 90	78 70	78 90	78 85
Pr. fin prochain...	79 15	79 20	79 10	79 20	79 35

FONDS ÉTRANGERS.

ESPAGNE, Cortes	97 80	97 85	97 80	97 85	97 80
— Dette passive 4 1/2	98 00	98 00	98 00	98 00	98 00
— Dette active, 20 5/8	98 00	98 00	98 00	98 00	98 00
— Coup.	98 00	98 00	98 00	98 00	98 00
— Anciens différés, n/a	98 00	98 00	98 00	98 00	98 00
— Nouveaux différés, n/a	98 00	98 00	98 00	98 00	98 00
PRUSSIE, 4 0/0 avec prime, 1040 00	98 00	98 00	98 00	98 00	98 00
HAÏTI, 100 5/8	98 00	98 00	98 00	98 00	98 00
ÉTATS ROMAINS, Oblig. 100 5/8	98 00	98 00	98 00	98 00	98 00
HOLLANDE, 100 5/8	98 00	98 00	98 00	98 00	98 00

IMPORT au comptant à la fin du mois.

5 0/0	10 1/2
5 0/0	10 1/2
5 0/0	10 1/2
Naples	10 1/2

CHEMINS DE FER.

De Versailles, r. d. 685 685 685 50 690	De St-Germain. 315 00
D'...	De Montpellier. 605 492 50
D'...	De Mulhouse. 645

CHANGES

	20 JOURS	30 JOURS
AMSTERDAM...	56 11/16 A.	57 3/16 A.
ANVERS...	57 1/16 A.	57 5/16 A.
LONDRES...	135 3/8 S. pl.	135 3/4 A.
BRUXELLES...	3 67 1/2 S. pl.	3 64 1/2 S. pl.
LIVOURNE...	25 45 1/2 A.	25 45 1/2 A.
MADRID...	14 55 1/2 A.	14 55 1/2 A.
CADIX...	15 20 1/2 A.	15 20 1/2 A.
SILVER...	14 75 1/2 A.	14 75 1/2 A.
LISBONNE...	25 45 1/2 A.	25 45 1/2 A.
PORTO...	25 45 1/2 A.	25 45 1/2 A.
GENÈVE...	1 00 A.	1 00 A.
LIVOURNE...	25 45 1/2 A.	25 45 1/2 A.
TRIESTE...	25 45 1/2 A.	25 45 1/2 A.
VIENNE...	25 45 1/2 A.	25 45 1/2 A.
MILAN...	25 45 1/2 A.	25 45 1/2 A.
LIVOURNE...	25 45 1/2 A.	25 45 1/2 A.
TRIESTE...	25 45 1/2 A.	25 45 1/2 A.
VIENNE...	25 45 1/2 A.	25 45 1/2 A.
MILAN...	25 45 1/2 A.	25 45 1/2 A.

MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT.

Or en bar. à 1000/1000 k. 345 1/2 A.	8 50
Louis d'or à 1000/1000 k. 309 1/2 A.	11 50
Pièces de 2 et 400 1/2 A.	5 50
Arg. en b. à 1000/1000 k. 215 1/2 A.	8 50
Bons de l. à 911/1000 k. 199 1/2 A.	14 50

la pièce.

Quadruples neufs...	82 50
Piastres à colonnes...	5 35
Piastres mexicaines...	5 34 1/2
Quadruples colomb...	61 50 75
Souverains...	25 45 47 1/2
Bank-Notes...	25 47 1/2 50

FOURDS ANGLAIS.

ANGLETERRE. — Londres, 28 déc. 1837.
Cité, 4 h. — Consolidés pour compte, ouverts à 91 3/4 7/8, fermés à 92 1/8 1/2.
Fonds espagnols : actif, 19 1/4 1/2.
avec coupon, 19 1/4 1/2.
Passive, 14 1/4 1/2.
Portugais nouveaux, 29 3/4 1/2.
de novembre, 19 1/4 1/2.
de décembre, 19 1/4 1/2.
de janvier, 19 1/4 1/2.
de février, 19 1/4 1/2.
de mars, 19 1/4 1/2.
de mai, 19 1/4 1/2.
de juin, 19 1/4 1/2.
de juillet, 19 1/4 1/2.
de août, 19 1/4 1/2.
de septembre, 19 1/4 1/2.
de octobre, 19 1/4 1/2.
de novembre, 19 1/4 1/2.
de décembre, 19 1/4 1/2.

MARCHANDISES.

PARIS, 28 DÉCEMBRE 1837.
Huile de colza, 27 1/2 1/2.
Huile de lin, 27 1/2 1/2.
Laine, 27 1/2 1/2.
Coton, 27 1/2 1/2.
Sucre, 27 1/2 1/2.
Café, 27 1/2 1/2.
Poivre, 27 1/2 1/2.
Riz, 27 1/2 1/2.
Blé, 27 1/2 1/2.
Seigle, 27 1/2 1/2.
Orge, 27 1/2 1/2.
Avoine, 27 1/2 1/2.
Maïs, 27 1/2 1/2.
Sarrasin, 27 1/2 1/2.
Fèves, 27 1/2 1/2.
Lentilles, 27 1/2 1/2.
Haricots, 27 1/2 1/2.
Pois, 27 1/2 1/2.
Chicorée, 27 1/2 1/2.
Carottes, 27 1/2 1/2.
Oignons, 27 1/2 1/2.
Pommes de terre, 27 1/2 1/2.
Légumes secs, 27 1/2 1/2.
Fruits secs, 27 1/2 1/2.
Nuts, 27 1/2 1/2.
Cacahuètes, 27 1/2 1/2.
Café, 27 1/2 1/2.
Poivre, 27 1/2 1/2.
Riz, 27 1/2 1/2.
Blé, 27 1/2 1/2.
Seigle, 27 1/2 1/2.
Orge, 27 1/2 1/2.
Avoine, 27 1/2 1/2.
Maïs, 27 1/2 1/2.
Sarrasin, 27 1/2 1/2.
Fèves, 27 1/2 1/2.
Lentilles, 27 1/2 1/2.
Haricots, 27 1/2 1/2.
Pois, 27 1/2 1/2.
Chicorée, 27 1/2 1/2.
Carottes, 27 1/2 1/2.
Oignons, 27 1/2 1/2.
Pommes de terre, 27 1/2 1/2.
Légumes secs, 27 1/2 1/2.
Fruits secs, 27 1/2 1/2.
Nuts, 27 1/2 1/2.
Cacahuètes, 27 1/2 1/2.

HAÏLE À LA VIANDE. — 27 déc.

Amené et vendu au poids : 14,7 0 kilo
bœuf de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 40 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Porc, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Poulet, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Canard, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Oie, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Dinde, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Pigeon, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Lapin, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Chèvre, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Agneau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Mouton, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Veau, de 1 f. 20 à 1 f. 70. Bœuf, de 1 f. 20 à 1